

ANN

Agencia de
Noticias de
Nicaragua

Boletín bimensual
No. 280
30 de enero de 1993
Managua



LES POSITIONS SE DURCISSENT

Managua, janv.— La revue *Envio* a publié dans son numéro de décembre une analyse de la situation politique au Nicaragua telle qu'elle se présentait fin 92. Nous vous proposons les grandes lignes de ce panorama qui, pour l'essentiel, ne s'est pas modifié.

Le résultat des élections étatsuniennes a eu au Nicaragua un impact immédiat, qui reflète le poids énorme des Etats-Unis dans la vie nicaraguayenne. Chaque force politique l'a interprété comme un renforcement de ses positions. Le gouvernement a estimé que l'aide bloquée par les républicains allait être versée (note). Alfredo César s'est vanté d'avoir plus de contacts avec les démocrates qu'avec les républicains et un de ses conseillers a annoncé que B. Clinton allait le recevoir. L'extrême-droite n'a pu dissimuler sa déception mais s'est consolée en déclarant que Clinton n'est pas Carter et partage ses positions anti-castistes.

De son côté, le FSLN a commencé à agir pour établir de "nouvelles relations" avec les Etats-Unis. Deux membres de la Direction nationale sont allés à Washington et Daniel Ortega, dans une lettre à Clinton, a affirmé la volonté de son parti de reprendre le dialogue entamé avec Carter et interrompu par 12 ans de reaganisme. Mais ce n'est pas si facile. Certains optimistes ont pronostiqué une nouvelle rencontre des démocrates avec les sandinistes. Mais personne ne peut garantir que Washington adopte une politique plus ouverte. Il n'est pas non plus

évident que le FSLN ait un comportement plus "mûr", si l'on entend par là un soutien politique au gouvernement. Bien au contraire. Plusieurs semaines avant les élections étatsuniennes, il avait donné des signes de radicalisation. Et le mouvement populaire et syndical encore plus. L'armée a donné quelques signes de même nature.

C'est ainsi que, fidèles à la tradition nicaraguayenne, la gauche et la droite se sont situées dans le cadre des élections étatsuniennes pour demander le châtement des coupables de la crise. Par contre, les forces populaires ne dépendent pas de ce qui se décide aux Etats-Unis ni même de l'appui du FSLN. La situation sociale est le combustible de leurs luttes.

TAMBOURS DE GUERRE

L'extrême-droite s'est mise à tenir des discours anti-sandinistes d'une agressivité sans précédent. La victoire de Clinton a représenté pour elle un dur revers. Elle n'a pas davantage pu cacher sa déception face aux résultats limités de la confrontation avec l'exécutif au sein de l'Assemblée nationale. Mais elle envoie un message clair au gouvernement : ni le résultat des élections étatsuniennes ni l'échec du

SOMMAIRE

LES POSITIONS SE DURCISSENT

J'AI ETE NAIF

LA REPONSE DU BERGER A LA BERGERE

UN ETAT DANS L'ETAT

QU'ATTENDRE DE CLINTON ?

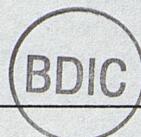
EL SALVADOR, A GAUCHE, A DROITE

GUATEMALA : UN RETOUR DIFFICILE

OU EN EST LE CINE CUBAIN ?

PANAMA : LES KUNAS DEFENDENT LEUR PARADIS

EN BREF



40 P 11481

chantage parlementaire ne signifient qu'elle va donner son aval au "centre" et encore moins à une entente avec le sandinisme.

Le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) et le "groupe des trois" (A. Aleman, A. César et V. Godoy) ont exigé avec insistance la prison et le poteau d'exécution pour les dirigeants sandinistes. Au cours de réunions privées, ils en sont arrivés à la conclusion qu'il fallait "régler leur compte aux sandinistes" pour dépasser la crise. Cette emphase anti-sandiniste a atteint des sommets après l'assassinat, le 23 novembre, d'Arges Sequeira, président de l'Association des expropriés. Tous les dirigeants d'extrême-droite ont immédiatement accusé le sandinisme.

Du point de vue du FSLN et du gouvernement, la seule façon d'éviter la confrontation, dans cette ambiance surchauffée par la crise économique et l'agression verbale, est d'isoler l'extrême-droite. Le problème est le prix que devront payer les couches populaires, car en matière économique, le gouvernement a fait cause commune avec l'extrême-droite. En effet, le processus de concentration de la propriété et du pouvoir économique est en marche. L'élite fortunée a le soutien du Procureur de la République, qui distribue des certificats lui permettant de récupérer ses biens confisqués. Cette situation est rendue possible par l'existence de juges facilement achetables et par une politique de crédit qui oblige les coopératives et les petits propriétaires à vendre leurs terres. Au cours des derniers mois, le gouvernement est parvenu à plusieurs arrangements avec des expropriés, en particulier ceux qui sont citoyens étatsuniens et ont reçu l'appui de l'ambassade des Etats-Unis. Il leur a rendu leurs biens ou leur a versé de substantielles indemnités. Mais ni ces arrangements ni la politique économique ne sont suffisants pour les récalcitrants, qui trouvent que les choses ne vont pas assez vite. Pour eux, on ne peut accélérer la centralisation politico-économique tant que la conscience sandiniste n'a pas été effacée au sein des Forces armées et tant que le FSLN n'est pas totalement neutralisé.

Dans cette situation, le FSLN, comme dans une moindre mesure l'armée, devrait choisir : rester loyal dans le cadre politique actuel ou passer du côté du mouvement syndical et populaire. Comme parti, il est enclin à la seconde solution. Au cours de ses dernières réunions avec le gouvernement, il a exigé une réponse à sa proposition de "correction de la politique économique" et une solution au problème de la propriété. Comme il n'a pas fait jusque-là de proposition économique globale, il s'est contenté de demander au gouvernement de ralentir le rythme de l'application du plan néo-libéral et d'y intégrer des éléments de caractère fiscal, juridique et financier ainsi que des mesures sociales palliatives.

Mais le plan d'ajustements ne peut tolérer ces ajustements-là, car il obéit à la logique de la Banque mondiale et de l'AID. Le FSLN n'a pas le pouvoir et ne peut donc forcer les structures, les mentalités et les intérêts avec lesquels ses propositions devraient se conjuguer compte tenu de l'hégémonie du capitalisme. De son côté, le gouvernement insiste auprès du FSLN pour qu'il persuade les syndicats de mettre fin à leurs actions et les couches populaires de faire davantage de sacrifices. Durant le dernier trimestre de 1993, les négociations entre le gouverne-

ment et les sandinistes ont été polémiques et contradictoires en ce qui concerne l'interprétation de la crise. Pour le gouvernement, celle-ci n'existe pas et la faim et le chômage ne sont pas si graves. "Ces déclarations, estime le FSLN, sont le bouillon de culture des attitudes revanchardes, de plus en plus violentes, telles que demander que les dirigeants sandinistes soient passés par les armes".

PRESSION ET NEGOCIATION

Sans abandonner la voie de la négociation avec le gouvernement, le FSLN, sous la pression des secteurs populaires et sous la menace de l'extrême-droite, s'est montré de plus en plus ferme dans ses critiques au gouvernement. Celui-ci insiste sur l'idée que c'est au FSLN de régler le problème de la propriété en rendant publics les abus commis pendant la révolution. Il l'accuse de manipuler l'information sur ce thème pour provoquer l'instabilité "en utilisant une clientèle politique insatisfaite et en crise".

En fait, c'est l'exigence de survie qui conduit la population à renforcer sa mobilisation. Les manifestations se multiplient et alternent avec la négociation entre le gouvernement et les syndicats. Dans une salle du palais présidentiel, les dirigeants syndicaux négocient tandis que, dehors, une manifestation de travailleurs maintient la pression. Cette dialectique est devenue un style politique.

NI RELANCE NI INVESTISSEMENTS

Le conflit social, directement provoqué par la politique économique, est à l'ordre du jour. Malgré les pressions, le gouvernement reste ferme : il honore ses engagements envers le Fond monétaire international, il fait de nouvelles coupes dans le budget pour maintenir sa crédibilité face à la Banque mondiale, à l'AID et aux éventuels investisseurs privés, qui n'ont toujours pas investi. Pendant ce temps, la production stagne. Le gouvernement a son explication : les principaux responsables sont les sandinistes car leurs manifestations découragent les investisseurs tant nationaux qu'étrangers. Mais cette vision est simpliste. En effet, les mesures gouvernementales concernant la restitution des propriétés aux expropriés, la restriction du crédit ainsi que le respect excessif des engagements envers le FMI et la Banque mondiale ne parviennent pas à relancer l'économie. La seule relance, c'est celle des luttes.

Les travailleurs, le FSLN et le gouvernement disent être d'accord sur l'idée que le pays a besoin de stabilité pour avancer dans la privatisation. De nouveau, c'est une question d'interprétation. Pour les dirigeants du FNT, "le gouvernement entend par stabilité le fait que le travailleur ne manifeste pas et le FNT le fait qu'il ait du travail". Ils avertissent que les luttes vont se poursuivre et pourraient atteindre "d'autres niveaux".

Les deux principaux points de confrontation sont la propriété, qui concerne plus de 270 000 familles, et le droit au travail. Sur ce dernier thème, le ministre de la présidence, Antonio Lacayo, a annoncé que le gouvernement allait procéder à des licenciements dans les entreprises publiques qui vont être privatisées.

"Personne ne peut être intéressé par nos entreprises avec le nombre de travailleurs qu'elles emploient actuellement". Il y a fort à parier que la "qualité" politique des travailleurs ne convient pas davantage aux investisseurs. De là l'attitude de certains d'entre eux qui exercent des pressions et offrent de l'argent aux dirigeants syndicaux pour qu'ils renoncent à la lutte pour la propriété des entreprises au moment de les privatiser.

L'ARMÉE PARLE

Les menaces de l'extrême-droite ne sont pas réalistes : elle ne possède pas l'instrument policier et militaire capable de neutraliser le sandinisme et de garantir une rapide redistribution de la propriété. Comme le général Ortega est pour elle le symbole même du co-gouvernement, c'est vers lui qu'elle a dirigé ses canons à la veille du débat sur le budget de la nation. Pour l'armée, le problème est toujours de savoir comment et à quel prix contrer la tentation de l'exécutif de satisfaire l'extrême-droite et Washington au détriment de l'armée, en réduisant son budget et en changeant ses cadres. Cette fois, l'armée a pris l'initiative. Fin octobre, H. Ortega a lu publiquement un communiqué dans lequel il défend l'institutionnalité de l'armée, dénonce ceux qui demandent son abolition et réaffirme sa loyauté au gouvernement et à la constitution, établissant en outre une équation discutable entre stabilité et succès du plan d'ajustements. Le gouvernement connaissait d'avance le contenu de ce texte. Mais le général a créé la surprise dans la conférence de presse qui a suivi en affirmant : "*L'armée ne peut pas changer de cadres chaque fois que le président change car cela irait à l'encontre de sa professionnalisation et de sa modernisation*" qui ne seront pas achevées avant 1997.

L'extrême-droite s'est indignée de ce qu'elle a appelé "*un coup d'état technique*" prouvant que le gouvernement est l'otage de l'armée. Le gouvernement, pour sa part, a estimé que le général "*était allé trop loin*". Pour lui, le plus gênant est que ces déclarations détériorent l'image de la présidente, qui a répété qu'H. Ortega s'en irait quand elle le déciderait. Si le général et la présidente ont convenu de ne procéder à aucun changement à court terme, il n'était pas bon de le dire publiquement. Après une négociation avec l'armée, V. Chamorro a émis un communiqué dans lequel elle confirme que l'armée ne sera plus réduite, que la nouvelle loi militaire est en préparation et que le budget militaire de 93 sera le même qu'en 92. Cette fermeté face à l'extrême-droite dépend de l'influence que cette dernière peut exercer à travers l'Assemblée, qui était l'instrument le plus efficace pour attaquer l'armée par le biais du budget. La rupture de la majorité UNO signifie que le législatif n'est plus une menace directe. Cette nouvelle situation, tout comme la victoire de Clinton, semble donner de l'oxygène à l'armée.

LA "REBELLION CIVIQUE"

L'extrême-droite accuse le FSLN et le FNT de se préparer à prendre le pouvoir avant 1996. Le FSLN et l'armée sont d'accord sur la nécessité d'une politique économique favorable au peuple, mais, en cas de rébellion, tout indique que l'armée défendrait les institutions attaquées par les forces populaires. Les dirigeants du FSLN ont évoqué une "*nouvelle vague révo-*

lutionnaire" face à l'incapacité politique du gouvernement et à la crise. Si la situation s'aggrave, le FSLN pourrait se voir obligé à se rebeller, a affirmé Henry Ruiz. Peu à peu, le discours de la Direction nationale a rejoint celui des forces populaires. Mais les positions de force sont l'antichambre de la négociation. Personne ne songe sérieusement à provoquer la chute du gouvernement, même si cela ne veut pas dire pour autant que ce dernier peut compter sur un soutien inconditionnel. Les manifestations populaires sont nécessaires : sans elles, le risque que le gouvernement ne respecte pas ses engagements est plus grand, comme le démontrent trois ans d'expérience. -(ANN/Envio)

Note : La moitié de l'aide a été débloquée en décembre.

J'AI ÉTÉ NAÏF

un entretien avec René Vivas

Managua, 22 janv.— René Vivas, ancien chef de la police, a accordé à *Barricada* une entrevue dans laquelle, pour la première fois, il évoque les raisons de sa destitution par le gouvernement Chamorro et l'avenir de la police.

R. Vivas, militant du FSLN depuis 1970, est l'un de ceux qui ont passé le plus de temps dans la guérilla. Vice-ministre de l'intérieur puis chef de la police sous le gouvernement sandiniste, il est considéré comme un homme modeste. En octobre dernier, il a été destitué par le gouvernement.

Barricada : Comment voyez-vous l'avenir de la police ? Pensez-vous qu'elle va devenir un instrument de répression ?

René Vivas : Violeta Chamorro a hérité d'une institution qui se consacrait essentiellement au contrôle de la délinquance. Il n'y avait pas de grèves massives à l'époque. Maintenant, nous sommes toujours au bord de la confrontation. La police est au service du gouvernement et doit lui obéir. Mais on a aujourd'hui la tentation de faire appel à elle pour résoudre les tensions sociales. Or elle n'est pas préparée à devenir un instrument de répression, malgré les pressions exercées pour "faire régner l'ordre", comme ils disent. Elle ne peut devenir l'instrument des grands propriétaires terriens. C'est une situation difficile, mais j'ai confiance dans les milliers de camarades de la police. Ils ne vendront pas leur âme au diable.

B : Quand vous étiez à la tête de la police, d'où venaient les pressions les plus fortes ?

RV : Nous subissions des pressions en particulier lors des occupations de terres, de routes et de bâtiments. Cela provoquait un malaise au sein du gouvernement, qui voulait que nous rendions par magie les terres en dispute, celles qui avaient été confisquées par les décrets 3 et 38 du gouvernement sandiniste ou celles qui étaient restituées par les "petits papiers" de Duilio Baltodano⁽¹⁾. Nous suggérions toujours de trouver une autre

solution que les coups de crosse. Mais quand la contra occupait les terres d'une coopérative, nous ne subissions aucune pression, et je pouvais dormir tranquille. Cela a duré jusqu'au moment où la contra a commencé à occuper des propriétés privées.

B : Comment résoudre cette contradiction ?

RV : Les policiers comprennent ce nouveau phénomène de la vie sociale. Ils ont conscience qu'ils doivent jouer leur rôle en faveur de la défense de l'ordre et de la loi. Il devrait y avoir une réflexion convergente pour déterminer les limites entre ce que l'on doit et ce que l'on ne doit pas faire en matière de répression sociale. Pour le gouvernement, il était extrêmement important d'avoir une police complètement docile. Mais il devrait comprendre qu'elle doit agir en fonction de la loi et de la justice.

B : Quelles ont été les véritables raisons de votre renvoi ?

RV : Il y en a trois. Tout d'abord, je n'ai pas ordonné la répression des travailleurs. J'aurais dû envoyer en prison Lucio Jimenez, Edgardo Garcia et tout le syndicat Parrales Vallejos⁽²⁾. On m'aurait applaudi. Ensuite, les occupations de terres. Le pouvoir aurait voulu que la police se substitue à la Cour suprême de justice et rende les propriétés en dispute. Comment la police pourrait-elle résoudre seule un problème que ni le gouvernement, ni l'Assemblée nationale ni les partis politiques n'ont résolu ? Enfin, la véritable raison : les Etats-Unis. Baker a envoyé un message à Antonio Lacayo... Il est nécessaire d'avoir une force qui protège la propriété, cette police ne garantit pas une atmosphère propice aux investissements. Baker a insisté sur la nécessité de couper des têtes. Les Etats-Unis ont posé le problème à Lacayo : Vivas ou les 110 millions de l'aide. Pour moi, c'était très compliqué. Je ne pouvais permettre que l'on dise qu'à cause de mon obstination l'aide dont le pays avait tant besoin allait rester bloquée. En fin de compte, elle n'est même pas arrivée...

B : Quelle a été la base de la négociation de votre retrait ?

RV : Que cette situation ne puisse se reproduire, que l'on se dote d'un instrument juridique pour que la police ait sa propre dynamique et que l'on garantisse une retraite décente à ceux qui allaient être licenciés.

B : Comment y parvenir ?

RV : Il fallait un instrument juridique pour que la police ait sa propre logique et sa propre dynamique, afin que personne ne puisse exiger tous les trois mois la tête de son chef. C'était peut-être trop demander dans ce pays. Il aurait fallu parvenir à un fonctionnement autonome du parti au pouvoir. La nouvelle loi, que nous avons fini de négocier quelques heures avant l'annonce de ma destitution, prévoyait que son chef ne peut rester plus de quatre ans et que les responsables départementaux doivent être déplacés régulièrement, pour éviter la corruption.

B : Quels ont été les résultats ?

RV : J'ai fait preuve de naïveté. Je me suis trompé. Je ne crois pas que ce mécanisme qui permette l'autonomie et le profes-

sionnalisme soit en place et, malheureusement, la police est prise dans le tourbillon de la politique politicienne. D'autre part, le gouvernement s'est moqué des licenciés. Il n'a pas tenu ses promesses. En résumé, les 110 millions de l'aide n'ont pas été versés, la police n'a pas de vie autonome et les licenciés ont été trompés.

B : Est-ce vous qui avez recommandé la nomination du commandant Caldera à votre poste ?

RV : Je n'ai rien à voir avec ce choix. Je considérais que, pour créer un mécanisme institutionnel, le nouveau chef de la police devait être choisi parmi les commandants de régiments. J'ai dit à A. Lacayo que mon successeur naturel, et celui qui avait le plus d'autorité morale, était Juan José Ubeda. Cela a suffi pour qu'il le retire.

B : On parle de conflit entre les responsables de la police...

RV : Cela me préoccupe beaucoup. Roger Mayorga, qui a été destitué de son poste à la direction de la lutte contre le trafic de drogue, est un des officiers les plus compétents et les plus qualifiés. Il n'a aujourd'hui aucun poste. Je peux comprendre qu'il y ait eu des jalousies, car R. Mayorga a obtenu des résultats surprenants dans son travail. Mais je ne saisis pas pourquoi A. Mendieta, le ministre de l'intérieur, A. Lacayo, le commandant Caldera et la direction de la police le traitent de cette façon. Ils le récompensent par un coup de pied au derrière. Personne ne peut dire de R. Mayorga que c'est un délinquant, un irresponsable, un "piñatero". Le pire est que le gouvernement ne respecte pas sa propre loi, qui établit un mécanisme pour les chefs qui n'ont pas de poste et ne sont pas sujets à promotion. Le ministre de l'intérieur avait proposé la mise en retraite de Cristian Pichardo, Manuel Calderon et R. Mayorga. J'ai eu des heures d'affrontement avec lui car cette proposition me paraissait inacceptable. Après de très longues discussions, j'ai dû accepter le retrait de Juan José Ubeda et de trois autres. Mais je ne comprends pas pourquoi il fallait couper toutes les têtes. Baker ne demandait que la mienne. J'ai commis l'erreur de défendre certains, qui aujourd'hui sont sur le chemin de la sortie.

B : Si c'était à refaire, entreriez-vous de nouveau au FSLN ?

RV : Sans aucun doute. La révolution vaut la peine d'être entreprise. Je tenterais de nouveau de changer cette réalité.

B : Comment voyez-vous la situation du FSLN ?

RV : Avant les élections, le Front était homogène. Il y avait une entente de fond. Nous n'avions ni propriétés, ni maison, ni voiture, tout appartenait à l'Etat. Certains occupaient des postes qui leur procuraient de meilleures conditions de vie, mais ils ne possédaient rien. Aujourd'hui, il existe entre nous des différences marquées qu'il est très difficile de concilier. Il existe des tendances et des courants différents car l'homme pense comme il vit. Les luttes des travailleurs ne sont pas comprises par tous. Nous n'avons pas analysé les causes de la défaite et personne n'a de stratégie pour l'avenir.

B : Que pensez-vous des questions que certains se posent à propos de la propriété ?

RV : Les lois dont des milliers de Nicaraguayens ont été bénéficiaires sont entachées par les abus d'un groupe qui ne dépasse pas deux cents personnes. Selon moi, ceux qui ont commis ces abus sont connus. Il faut dire qui ils sont et où ils sont. Cette situation salit la réputation de 90% de sandinistes honnêtes. Il faut la corriger. Le FSLN ne peut traîner ces abus pour le restant de son histoire. -(ANN/Barricada)

1 : Ancien Procureur de la République et président de la Commission de révision des confiscations qui avait commencé à restituer leurs biens aux familles expropriées par le gouvernement sandiniste. La Cour suprême avait émis une sentence établissant clairement qu'il s'était abusivement attribué des pouvoirs judiciaires. Le gouvernement avait été obligé de le destituer en mai 91. Aujourd'hui, la Commission détermine seulement si elles ont été justes ou injustes et c'est un tribunal qui décide de la restitution.

2 : Lucio Jimenez est coordinateur du Front national des travailleurs, Edgardo Garcia est secrétaire général de l'Association des travailleurs agricoles (ATC). Le syndicat Pinales Vallejos est celui de l'entreprise nationale des bus, ENABUS ; il a mené des luttes très dures et a finalement obtenu la privatisation de l'entreprise en faveur des travailleurs.

LA REPONSE DU BERGER A LA BERGERE

Managua, 26 janv.— Alfredo César et l'extrême-droite, neutralisés à l'Assemblée, sont en train de perdre du terrain. Pendant ce temps, le ministre de la présidence Antonio Lacayo, fort du soutien des députés FSLN, semble vouloir faire un peu de ménage. Il s'en est pris au Contrôleur de la République Guillermo Potoy, membre du Parti social-démocrate comme A. César.

Accusé par G. Potoy dans *La Prensa* d'être "un apprenti dictateur" et de vouloir "un Contrôleur docile", le ministre a répondu dans une lettre ouverte : "Je saluerai le jour où notre gouvernement aura un Contrôleur qui, au lieu de diffamer, contrôlera effectivement les fonctionnaires". Il l'accuse ouvertement d'exercer ses fonctions selon ses propres opinions politiques, de manquer à son obligation de réserve et d'avoir alerté Antonio Ibarra, ce qui lui permis de fuir à l'étranger. Cette affaire remonte aujourd'hui à la surface. On se souvient que le vice-ministre de la présidence avait été l'auteur d'importantes malversations dont une partie des bénéficiaires, selon G. Potoy et l'extrême-droite, avait servi à acheter les députés UNO qui forment aujourd'hui le groupe du centre.

La réponse du Contrôleur ne s'est pas fait attendre : il a immédiatement destitué A. Lacayo pour ses responsabilités administratives dans l'affaire Ibarra. Cette destitution est malheureuse-

ment anticonstitutionnelle : la loi lui permet seulement de demander à la présidente d'appliquer des sanctions. Par contre, c'est l'Assemblée qui nomme le Contrôleur et le gouvernement y détient la majorité pour l'instant. Il ne serait pas étonnant donc que G. Potoy soit renvoyé dans ses foyers, ce d'autant que la fausse destitution d'A. Lacayo n'a pas provoqué dans le monde politique et la population la réaction que l'extrême-droite espérait. -(ANN)

UN ETAT DANS L'ETAT

Managua, 25 janv.— Le maire de Managua fait encore une fois la une de la presse sandiniste. Impôts illégaux et corruption en tout genre font de la mairie un état dans l'état et un bon tremplin vers la présidence.

La toute dernière affaire concerne huit millions de dollars dont on ne trouve pas trace. Quelques jours avant, il s'agissait de ventes frauduleuses. On pourrait parler aussi des projets dont les coûts sont systématiquement gonflés. Cela fait longtemps que des irrégularités sont signalées dans la gestion municipale et le Contrôleur de la République Guillermo Potoy a été contraint, il y a six mois, d'ouvrir une enquête dont on ne sait rien jusqu'à présent. Serait-ce, comme le dit le quotidien *El Nuevo Diario*, parce que le fonctionnaire chargé d'effectuer le contrôle financier est aussi salarié de la mairie, dont il est censé dresser l'inventaire des biens ? Le fait est que jusqu'à présent rien n'a pu freiner la corruption dans la chasse gardée d'A. Aleman et du Parti libéral constitutionnaliste. Le gouvernement a cependant pris la décision d'agir : en décembre, il a enfin déclaré illégaux les impôts municipaux calculés selon le montant des factures d'électricité, d'eau et de téléphone et a demandé à la mairie d'adapter son budget à la situation réelle du pays. Car le budget est un autre aspect du scandale : 61% sont consacrés à des frais bureaucratiques et seulement 27% aux investissements. Une source proche du maire a avoué à *Barricada* que "les travaux qui ont un impact social sont financés par les organismes étatsuniens AID et CARE". Mais, sur un total de 30 millions de dollars, 681 000 sont consacrés à la publicité et à la propagande, devenues une véritable campagne politique, près de 500 000 aux frais de déplacements et 167 000 aux frais de représentation. Comme le fait remarquer le Mouvement communal, combien de maisons pourraient être construites avec de telles sommes ? Il semble ces derniers jours que certains conseillers de l'UNO soient devenus sensibles au scandale dénoncé par ceux du FSLN. Peut-être arrivera-t-on à contenir ce potentat local qui est parvenu à faire financer son appareil politique par des contribuables parmi les plus pauvres du monde. -(ANN)

ANN

QU'ATTENDRE DE CLINTON ?

Alejandro Bendaña *

Managua, janv. — Les Nicaraguayens ont bien le droit de se faire quelques illusions avec l'élection de Clinton, mais ils ne doivent pas oublier pour autant que ce sont les structures de pouvoir et non les personnes qui déterminent la politique. Bush a été battu électoralement mais on ne peut sous-estimer le poids politique de la bureaucratie d'Etat anti-sandiniste, de la CIA, du Conseil national de Sécurité et du Pentagone. Il se peut même que leur influence sur la politique extérieure augmente dans la mesure où l'économie représente la préoccupation majeure de Clinton et de son équipe.

L'arrivée de Clinton au pouvoir marquerait la fin de la guerre froide, estiment certains. Le président et son second Albert Gore représentent le courant de ceux qui se désignent eux-mêmes comme les "nouveaux démocrates". Issus le plus souvent du sud du pays, ils ont répondu au reaganisme en adoptant certains de ses thèmes afin de reconquérir la Maison Blanche. Une des caractéristiques de la campagne de Clinton a été son effort pour se démarquer d'une image libérale et prendre ses distances vis-à-vis de certaines positions, par exemple la lutte pour les droits économiques des minorités, afin de ne pas se couper des classes moyennes dont les voix ont assuré sa victoire. La tendance était plutôt au soutien à l'entreprise et à la lutte contre le déficit, contrairement au courant progressiste du Parti démocrate représentés par Jesse Jackson.

En ce qui concerne la politique extérieure, Clinton l'a dit et répété, elle sera déterminée en grande partie par l'économie nationale. Le Traité de libre commerce signé avec le Canada et le Mexique -mais non encore ratifié par le Congrès- fait partie des thèmes qui préoccupent l'*establishment*. Exemple typique du binôme "chômage dans le Nord-exploitation et pillage dans le Sud", ce Traité est appuyé par les grandes entreprises et les banques des trois pays concernés. Clinton, au cours de sa campagne, l'a globalement soutenu tout en émettant des réserves quant au chômage qu'il ne manquerait pas d'entraîner chez les travailleurs des Etats-Unis, du fait du déplacement des entreprises vers le Mexique, et quant aux garanties qu'il faudrait prendre en matière de protection de l'environnement. Obligé pour des raisons électorales de tenir compte des critiques des syndicats et de certains congressistes contre le Traité, Clinton en a donc promis une renégociation partielle. Le candidat Clinton veut contenter tout le monde, a commenté Bush, profitant d'une des rares occasions d'avoir l'avantage sur son adversaire pour vanter son projet : le Traité renforcera l'hégémonie du capital étatsunien sur le Mexique, ouvrira de nouveaux marchés, assurera des sources d'énergie et permettra aux grandes compagnies d'utiliser le Mexique comme base d'exportation de produits "étatsuniens" vers le monde entier, à des prix défiant nettement ceux des produits fabriqués aux Etats-Unis.

Autre point de discorde, les programmes d'aide aux pays du tiers monde. Clinton a révélé que certains projets de l'AID finançaient le transfert d'usines des Etats-Unis vers l'Amérique centrale, avec l'objectif de créer des emplois "non à San Fran-

isco mais à San Salvador". Clinton a promis que tout le programme d'aide extérieure serait révisé. Pas de changement de fond, pourtant, car depuis plusieurs années les flux sont à la baisse, excepté en direction d'Israël. Comme le signalait l'*Initiative pour les Amériques* de Bush, c'est maintenant au capital privé de chaque pays de redresser son économie nationale en suivant les recommandations du FMI, de la Banque mondiale et de l'AID elle-même. Clinton a averti clairement pendant sa campagne que les montants de l'aide au développement seraient réduits. Il est prévisible que l'appui au Nicaragua continuera à diminuer. L'unique engagement concret de Clinton en matière d'aide concerne la Russie, en échange de concessions sur le plan de l'armement stratégique. Le nouveau président a promis de réduire la brèche fiscale de 50 % et dispose de peu de marge de manoeuvre. Il n'a pas d'autre solution que de chercher par tous les moyens à relancer l'économie des Etats-Unis et son gouvernement devra donc consolider le Traité de libre commerce, mais il ne faut pas espérer que les "avantages" gagnés par le Mexique, en particulier la libre exportation vers les Etats-Unis, s'étendront à l'Amérique centrale. Au contraire, les produits mexicains risquent fort de faire une concurrence déloyale aux produits centraméricains et caribéens, comme le textile. Le gouvernement démocrate n'a aucune raison d'éponger les dettes morales ou politiques de Bush envers l'Amérique latine. Et même s'il est vrai que l'extrême-droite anti-sandiniste perd du terrain avec l'arrivée de Clinton, elle n'en continue pas moins à exister.

L'animosité du candidat Clinton vis-à-vis de Cuba pourrait signifier de nouvelles tensions entre les deux pays. Il s'est en effet montré encore plus fanatique que Bush dans ses positions anti-cubaines. Il a donné son appui à la loi Torricelli, désignant la politique de Bush envers La Havane comme un exemple de plus de sa mollesse face aux dictatures. Derrière tout cela, il y avait bien sûr le vote des exilés cubains de Floride. Même s'ils ne représentent que 10 % des inscrits, ils ont participé à plus de 90 % aux élections (la moyenne nationale est de 53 %) et leurs voix étaient donc déterminantes dans cet Etat. Ils ont appuyé majoritairement Bush mais se sont néanmoins rapprochés de Clinton, réunissant 125 000 dollars pour appuyer sa campagne au cours de meetings où le candidat fustigeait "le gouvernement Bush qui a raté l'occasion de frapper Fidel Castro et Cuba". En effet, quelques jours après que Clinton ait donné son appui au projet de loi Torricelli, Bush décidait d'émettre à son égard des réserves, reflétant les intérêts des compagnies étatsuniennes qui commercent avec Cuba par l'intermédiaire de leurs filiales du tiers monde. Mais finalement, il se rangeait dans le camp Torricelli. Derrière tout cela, encore une fois, les voix en Floride. Les démocrates ont cependant livré une âpre bataille dans la "petite Havane" de Miami qui, bien que fermement républicaine, a reçu Clinton à deux reprises. La propagande anti-castrienne en espagnol, payée par les démocrates, a proliféré dans les médias de l'exil cubain. Fin octobre, le président de la puissante Fondation nationale cubaine, Jorge Mas Canosa, a rencontré le candidat démocrate, bien qu'il se soit déjà prononcé en faveur de Bush. Selon le *New York Times*, les républicains se déchaînèrent lorsque Mas Canosa déclara qu'il n'y avait pas de souci à se faire au sujet des intentions de Clinton. Aujourd'hui, celui-ci a une dette à payer aux Cubains de Miami (note). D'autre part, une politique d'hostilité envers Cuba et la gauche

latino-américaine pourrait être politiquement nécessaire pour faire passer des initiatives économiques jugées trop libérales.

Comme avant, donc, les Etats-Unis vont tenter de faire assumer par les gouvernements néo-libéraux d'Amérique latine la charge de veiller sur leurs propres intérêts. Mais ils connaissent les risques et les événements qui ont marqué le Pérou, le Venezuela, le Panama et le Nicaragua leur démontrent que ces gouvernements ne sont pas capables de garantir le type de stabilité dont a besoin le capital du Nord. -(ANN/Envio)

*Directeur du Centre d'études internationales de l'Université centra-méricaine (UCA) de Managua.

Note : L'avocat d'origine cubaine Mario Baeza, pressenti pour occuper le poste de secrétaire d'Etat aux affaires latino-américaines, est rejeté par le clan dur des exilés, qui lui reprochent sa tiédeur vis-à-vis du blocus. Clinton devra probablement renoncer à sa nomination.

EL SALVADOR, A GAUCHE, A DROITE

Pablo Cerna

Managua, janv.— Le journaliste de *Barricada* Pablo Cerna s'est rendu au Salvador pour y sonder les états d'esprit, du côté de la gauche et de la droite. Simples combattants, dirigeants de la guérilla, chefs d'entreprise de la "nouvelle droite", piliers de l'extrême-droite : comment voient-ils l'avenir?

Il n'a pas parlé d'embuscade ni des mouvements de l'ennemi, n'a pas fait de rapport militaire. "Je veux simplement remercier les combattants et en particulier leurs chefs", a déclaré Licho quand, pour la dernière fois, il s'est adressé à ses troupes. Il est l'un des paysans qui se sont distingués dans la direction de la guérilla, de ceux qui parlaient du champ de bataille comme de leurs terres. Avec le FMLN, il a appris à lire, à écrire et à compter et une de ces nuits où il planifiait une opération, il a découvert avec surprise que la terre était aussi ronde qu'un ballon de football. A l'heure de la destruction des armes, son discours a été bref.

LA "NOUVELLE GAUCHE" ET LES AUTRES

Comme Licho, des milliers d'ex-combattants attendent qu'on leur donne des terres pour se remettre aux travaux des champs. La réinsertion, une des préoccupations prioritaires du FMLN, suscite beaucoup d'incertitudes. Pour le *Chele*, la terre n'est pas le problème. Il habite actuellement à San Salvador où il survit en réparant des postes de radio. Technicien à *Radio Venceremos* durant la guerre, il se bagarre aujourd'hui avec l'algèbre car il voudrait entreprendre une formation d'ingénieur. "Je peux dire que jusqu'au 16 janvier (date des accords de paix, NDT), je savais pourquoi je luttais. Aujourd'hui, je ne sais plus rien", dit-il.

Ana Guadalupe Martinez, une des dirigeantes les plus populaires de la guérilla, s'inquiète des difficultés de la réinsertion. "Si elle n'est pas assurée, l'impact pourrait être fort sur les combattants. Certains se demandent déjà si cela valait la peine de se battre. Il nous faut organiser la réinsertion individuelle pour nous défaire de ce problème afin qu'il ne gêne pas le débat". Mais la chose n'est pas si simple car le FMLN doit faire face en même temps aux questions de survie économique, à la préparation des élections, à la définition du nouveau parti. Y a-t-il eu victoire? Le commandant Joaquin Villalobos affirme que oui. Le *Chele* en doute. "Si la gauche classique arrive au pouvoir, nous disposerons d'un espace qu'il nous faudra consolider. Nous sommes parvenus à créer de nouvelles formes d'organisation de la société", assure Firman Cienfuegos, membre de la Direction nationale du FMLN.

Selon J. Villalobos, les accords de paix ont ouvert la voie à une "révolution démocratique". Ce serait une spécificité du phénomène salvadorien. "La révolution démocratique est l'ABC de la gauche dans notre pays", commente A.G. Martinez. D'autres en doutent et voient dans la dissolution de la structure militaire l'échec de la lutte armée qui a été à l'origine des changements dans le pays. On parle dans le FMLN de "nouvelle gauche". Selon certains dirigeants, le parti se diviserait entre ceux qui veulent "la stabilité et la consolidation du système démocratique" et les "contestataires". "Cela provoque des divisions entre la direction sociale et la direction politique qui perçoit davantage les problèmes de la nation et de l'Etat; il semble qu'il se soit passé la même chose avec le sandinisme", estime F. Cienfuegos. Mais que signifie "stabilité" pour le FMLN? "Défendre les nouvelles institutions, répond-il. Le projet de révolution démocratique appelle une politique de pacte social. La gauche n'a jamais pris en compte les classes moyennes, le patronat et les intellectuels. Notre mouvement doit éviter les exclusives".

Mais la redéfinition du FMLN au lendemain de l'adieu aux armes suppose une démocratisation interne de chacune de ses cinq tendances. Les voix dissidentes et les critiques ne manquent pas. La gauche armée salvadorienne a peu de tradition démocratique et il faut en apprendre le chemin. L'assassinat du Roque Dalton, d'Ana Maria, le suicide de Marcial et autres actes de "justice" moins connus prouvent que bien souvent les difficultés se sont réglées dans le sang.

La tactique électorale du FMLN est encore une inconnue. "Le débat est ouvert pour savoir s'il vaut mieux prouver que nous sommes la seconde force du pays ou attirer les voix de ceux qui réclament la stabilité. Notre candidat ne sera pas le même dans un cas ou dans l'autre", estime A.G. Martinez. Certains partis d'opposition parlent déjà d'alliances mais les organisations qui composent le FMLN restent prudentes. Entre février et mars, les cinq tendances devraient avoir réalisé chacune leur assemblée afin de pouvoir organiser le premier congrès du FMLN, où seront élus les dirigeants et approuvés statuts et programme. La gauche sait que son adversaire est expérimenté et en meilleure position électorale qu'elle. "La droite, comme la gauche, est en débat, signale A.G. Martinez, mais j'ai l'impression que son aile traditionnelle domine encore la scène. La concertation lui fait peur".

Le FMLN, contrairement au parti au pouvoir, n'a pas résolu le problème de sa survie économique. L'administration d'entreprises n'est pas traditionnellement le fort de la gauche. Le FMLN recevra environ 112 000 hectares. *"Il faut moderniser la production agricole, former les ex-combattants et chercher des marchés, estime la dirigeante. Si nous parvenons à consolider cette base productive agricole, l'avenir est assuré avec comme objectif le pouvoir, car la démocratie pourra ainsi se renforcer"*. Selon F. Cienfuegos, *"il faudra créer une conscience du travail qui s'est perdue avec la guerre; on a pratiqué l'assistanat, comme pendant la révolution sandiniste"*. La stratégie du FMLN prévoit de *"monter des centaines d'entreprises agricoles et agro-industrielles. Cela démontre que nous ne sommes pas un parti d'opposition qui ne fait que dénoncer sans rien proposer. Un de nos objectifs est de stimuler la production et de créer des emplois"*. Mais la concurrence est forte sur le marché salvadorien.

D'ici peu, les armes ne seront plus qu'un souvenir chargé d'émotion. Même si elles servaient à nouveau, les circonstances ne seraient plus les mêmes. *"Si nous devons reprendre les armes, je le ferais au nom de Dieu et des idées libérales de la Constitution"*, affirme J. Villalobos, fondateur d'un des premiers groupes de la guérilla dans les années 70.

LA "NOUVELLE DROITE" ET LES AUTRES

"Atlacatl, le meilleur du Salvador!" hurlent-ils. C'est la dernière parade militaire du bataillon d'élite Atlacatl, accusé entre autres exactions de l'assassinat des jésuites en 1989. Sa dissolution signifie la fin de la guerre anti-insurrectionnelle appuyée par les Etats-Unis.

Depuis neuf mois, les forces qui se sont affrontées pendant 12 ans doivent s'habituer aux nouvelles règles du jeu. Malgré l'euphorie néo-libérale, la droite salvadorienne cherche sa voie. On dit que la *"vieille droite"*, celle qui était derrière les plus sanglantes opérations militaires, perd du terrain. David Escobar, membre de la commission gouvernementale qui a négocié la paix, parle d'une *"nouvelle droite"*. *"Je ne peux pas évaluer son importance car elle n'est pas encore constituée en tant que telle, elle ne répond pas à un projet théorique; c'est une nouvelle manière de voir la réalité d'un point de vue conservateur"*, explique-t-il.

Mais les changements ne s'obtiennent pas à coup de bonne volonté. Les familles riches ont senti passer la guerre. Une nouvelle génération, formée à l'étranger et liée au monde politique, a pris les rênes. Elle a compris que l'opposition a gagné un espace au Salvador. Luis Cardenal, jeune et prospère chef d'entreprise, président du Centre d'études démocratiques, le confirme: *"La droite moderne est consciente de ce que l'on ne peut pas imposer les choses par la force. Il ne peut y avoir de paix tant qu'il y a des gens dans une extrême misère. Il faut promouvoir de nouvelles valeurs morales"*. Pourtant il est trop tôt pour parler d'une *"nouvelle droite"* contre l'extrême-droite. *"Nous sommes dans une période de transition qui, bien qu'irréversible, n'est pas encore très claire"*.

La tolérance et la concertation ne sont pas des vertus très prisées par la droite salvadorienne. Une des questions qui agitent les milieux d'affaires est celle des investissements étrangers. *"Qui va investir ici tant que nous ne sommes pas sûrs du résultat des élections de 94?"* interroge L. Cardenal. *Il se peut que la gauche unie gagne. Or, elle est perçue comme ennemie de la libre entreprise"*. Si on lui demande quelle a été selon lui la cause de la guerre, il répond: *"L'intransigeance de la gauche, au moins en partie. Elle voulait le pouvoir absolu et n'était pas démocratique. Il y a eu aussi un manque de libertés civiques"*. L. Cardenal vante le credo de la *"nouvelle droite"*: *"Développement, relance, intégration internationale; sans oublier les nécessités des plus pauvres"*.

Roberto d'Aubuisson, considéré comme le fondateur des Escadrons de la mort, se présentait comme le leader charismatique de la droite, combattant par le feu et le sang le mouvement populaire. Les temps ont changé. Le président Cristiani donne l'image d'un négociateur modéré et habile. Son parti, ARENA, devra cette année élire son candidat aux présidentielles. On a parlé de Roberto Murray, un des plus riches patrons du pays, lié au gouvernement actuel. Mais c'est plutôt le maire de San Salvador, Armando Calderon, qui pourrait être choisi. C'est un des tenants de la ligne *"dure"*. Pour la classe possédante, il faut avant tout *"un bon administrateur"*. Selon un sondage réalisé en novembre, ARENA se maintiendrait en tête des intentions de vote. Mais 64 % des personnes interrogées disent ne pas savoir si elles voteront ni pour qui.

L'armée salvadorienne a reçu des millions de dollars des Etats-Unis pour vaincre le FMLN et n'a pas gagné la guerre. Ni perdu. Une centaine d'officiers devra quitter les Forces armées pour cause d'exactions. Une autre génération prendra la tête de l'armée; ils devraient en principe accepter de se soumettre au pouvoir civil et se retirer de la politique. Mais pourront-ils changer les règles de l'institution ?

La droite doit organiser en 94 des élections justes et honnêtes. Du jamais vu depuis 1930 au Salvador. Une condition pour la stabilité dans la complexe transition salvadorienne. -(ANN/Barricada)

GUATEMALA : UN RETOUR DIFFICILE

Managua, 23 janv.— 46 000 Guatémaltèques victimes de la violence militaire se sont réfugiés au cours des dernières années dans le sud du Mexique. Un premier groupe d'entre eux vient d'effectuer le voyage de retour. Mais vers quoi ?

Le 8 octobre dernier, le gouvernement guatémaltèque et les Commissions permanentes (CCPP) qui représentent les réfugiés signaient un accord fixant les dates et les conditions du retour. Fort de cet accord, un premier groupe de 2 426 exilés, dont

environ 30 % d'enfants, s'est mis en route le 19 janvier pour atteindre le 24 la capitale guatémaltèque, malgré la mauvaise volonté du gouvernement qui a cherché par tous les moyens à empêcher un retour organisé et groupé. Il a interdit que cet événement donne lieu à des rassemblements et manifestations sur le parcours, comme le prévoyaient les CCPP. Le rapatriement est appuyé par le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) de l'ONU et sera suivi de près par la Commission guatémaltèque des droits de l'homme. Ce premier groupe s'installera majoritairement dans la région de Huehuetenango et dans le nord du Quiché; certains choisiront une destination individuelle.

Selon l'accord signé en octobre, en partie sous pression du Mexique qui considère ces réfugiés comme indésirables, le retour doit être volontaire. Les rapatriés seront exemptés pendant 3 ans de service militaire; ils pourront se déplacer et accéder à la terre; leurs droits, tant individuels que communautaires -la majorité est indigène- seront garantis.

Mais les CCPP ont souligné immédiatement les limites de l'accord. Tout d'abord, il n'aborde pas le problème du recrutement, soi-disant volontaire mais en réalité forcé, dans les Patrouilles d'auto-défense civile (PAC). Les CCPP exigent le retrait total des corps militarisés des zones de rapatriement. Or, depuis novembre, l'armée a envoyé de nouveaux détachements dans deux des régions où s'installeront les rapatriés.

En ce qui concerne l'accès à la terre, ceux qui chercheront à revenir sur la leur se heurteront souvent aux nouveaux occupants, déplacés du fait de la guerre ou emmenés de force par l'armée dans le cadre de ses plans anti-insurrectionnels. Si le rapatrié possède un titre de propriété, le gouvernement devra, selon l'accord, négocier avec l'occupant pour qu'il s'en aille ailleurs. Mais si le problème n'est pas réglé dans les 30 jours, ce sera au rapatrié de trouver une solution. Si la récupération de son lopin de terre est trop difficile, le gouvernement devrait l'aider à retrouver une propriété. Beaucoup craignent que ce problème ne se transforme en une véritable guerre entre paysans pauvres dont les autorités se laveront les mains. Selon les CCPP, il revient au gouvernement de régler cette question car c'est l'armée qui a poussé de nombreux paysans à créer des pôles de développement sur les terres de ceux qui fuyaient la répression. Mais que fera le pouvoir civil dans un pays où la distribution de la terre est l'une des plus injustes de toute l'Amérique latine ?
-(ANN)

OU EN EST LE CINE CUBAIN ?

une entrevue avec Alfredo Guevara
par Mario Benedetti

Managua, janv.— Alfredo Guevara est une des figures de proue du cinéma cubain. Dès 1959, deux mois après le triomphe de la révolution, il est nommé directeur de l'Institut de l'art et de l'industrie cinématographique, un poste

qu'il occupera jusqu'à sa nomination à Paris comme représentant de Cuba auprès de l'UNESCO, en 1981. De retour à Cuba, il a répondu aux questions de l'écrivain uruguayen Mario Benedetti.

C'est dans un langage direct et sans dogmatisme qu'Alfredo Guevara parle du cinéma cubain, de la censure, de la crise et de son impact sur la culture, dans l'hebdomadaire de la gauche uruguayenne *Brecha*.

Mario Benedetti : Depuis 1959, tu es l'un des témoins privilégiés du travail cinématographique latino-américain. J'ai l'impression qu'il y a eu des étapes dans son développement, avec la prédominance successive du cinéma mexicain, puis brésilien, cubain et aujourd'hui argentin. Qu'en penses-tu ?

Alfredo Guevara : Si tu te réfères à ce que nous appelons le nouveau cinéma latinoaméricain, tout est à la fois plus simple et plus compliqué. La rénovation du langage et la claire dimension culturelle du cinéma ont marqué toute cette période de manière homogène. Il y a eu une production importante d'oeuvres surgies soit de pays industrialisés, comme le Brésil, le Mexique ou l'Argentine, soit de pays comme Cuba où il y avait une volonté politique de créer les bases matérielles d'un nouveau cinéma. Mais on ne peut pour autant négliger la production de peuples qui ne disposaient pas de cette infrastructure et n'avaient aucune tradition en la matière, comme par exemple les Portoricains ou les *Chicanos* ⁽¹⁾.

MB : Où en est le cinéma cubain ? On entend souvent dire que sa qualité a baissé au cours de ces dernières années ?

AG: Je pense qu'on a essayé ces derniers temps de prendre un chemin auquel je ne crois personnellement pas : chercher le public à tout prix. Cela a introduit une tendance que je n'aimerais pas qualifier de populiste, bien que beaucoup le fassent, mais disons qu'elle visait à la popularité. J'estime cependant qu'il était légitime d'essayer car nous avons le droit de construire notre histoire.

MB : Penses-tu que les difficultés du cinéma cubain viennent seulement des conditions économiques ?

AG : Elles ont toujours une influence. Pendant les dix dernières années, aucun investissement n'a pu être fait dans ce domaine. Notre technologie est en retard et il n'y a pas eu de mouvements dans l'encadrement, aucun jeune n'est entré dans la profession. La technologie des pays socialistes était assez dépassée. Si la chute du camp socialiste nous affecte négativement, elle a l'avantage de nous libérer d'une technique et d'une conception périmées. Par exemple, nous ne pouvions livrer ouvertement la bataille contre le réalisme socialiste parce que les idéologues des pays de l'est le considéraient comme le *nec plus ultra* en matière de culture. Pourtant nous avons gagné cette bataille, car il n'est pas entré chez nous, mais avec le pacte tacite de ne pas offenser les soviétiques sur cette question, ce qui a limité le débat artistique ici.

MB : Le 14ème Festival du cinéma latino-américain qui vient de se clore à Cuba était-il différent des précédents ?

AG : Nous avons essayé de toucher un plus vaste public en déplaçant certaines séances vers les quartiers et la province. Nous avons éliminé les activités parallèles; l'objectif principal était que les cinéastes latino-américains disposent d'un lieu de rencontre et puissent se montrer leur production.

MB : *Que s'est-il passé avec le film Alicia au pays des merveilles (2) ?*

AG : Cela ne m'a pas concerné directement car j'étais absent. J'ai été rappelé précisément quand a surgi tout le débat autour du film et j'en ai tiré des conclusions tardives, quand tout était terminé. *Alicia* aurait pu en réalité être projeté sans faire plus de bruit que n'importe quel autre film. Mais il a une particularité. Tout créateur cherche à ce que son oeuvre ait plusieurs lectures. Lorsque je suis en face d'une oeuvre d'art, je souhaite que son ambiguïté me laisse une part de liberté. C'est ainsi que je peux en jouir, en créant ma propre lecture. *Alicia* est politiquement ambiguë et ceci dans un pays crispé par la situation de siège qu'il affronte. Les circonstances ne nous permettent pas de nous situer normalement face à ce film. Nous sommes tous anormaux lorsque nous le voyons. Il offre indubitablement deux lectures, sur le plan strictement politique : certains le voient comme une oeuvre tellement exagérément critique qu'elle peut servir les contre-révolutionnaires; d'autres comme un film normalement critique qui n'a pas ces intentions, ce que je crois personnellement. Les contre-révolutionnaires ont essayé de l'utiliser et en ont projeté une copie à Miami. Notre réponse a été d'envoyer son réalisateur, Daniel Diaz, partout dans le monde avec son oeuvre pour expliquer qu'il était au fait de ces deux lectures mais que selon lui, l'unique légitime était celle d'un révolutionnaire.

MB : *En ces temps de crise économique grave, le recours aux coproductions peut-il être la solution ?*

AG : Sur ce plan, la situation cubaine ne correspond pas à celle d'autres pays latino-américains. Dans les coproductions, nous gardons le pouvoir de décision. Le cinéma cubain est parvenu à s'autofinancer en devises fortes, entre autres grâce aux coproductions ainsi qu'à nos services techniques. Nous avons de bons techniciens et de nombreux Européens réalisent leurs films avec nous, qu'il s'agisse de leurs propres films ou qu'ils participent aux nôtres. Pour diminuer leurs coûts, ils utilisent nos talents; ils nous apportent leur matériel, leurs scénarios, leurs acteurs mais les techniciens sont Cubains. Cela représente pour nous un gain en expérience et en devises, qui nous permet de réaliser nos propres films. 20 % de nos bénéfices vont à l'Etat. C'est ainsi que nous faisons face à la crise. -(ANN/Brecha)

1 : Population d'origine mexicaine vivant aux Etats-Unis (NDT)

2 : Film cubain récent qui présente une vision très critique de la situation politique et sociale. Il a suscité une vive polémique à Cuba où il a été largement diffusé (NDT).

PANAMA : LES KUNAS DEFENDENT LEUR PARADIS

David Dudenhofer, Panama

Managua, janv.— Quelques 300 indiens kunas du Panama luttent pour exiger du gouvernement panaméen qu'il reconnaisse leur souveraineté sur leurs terres.

En 1992, les Kunas ont coupé à deux reprises la route qui passe par le village d'Ibedi, regroupant quelques fermes aux toits de chaume, à 130 kilomètres à l'est de la capitale. Au cours de la Semaine sainte, des guerriers kunas ont expulsé 60 familles non indigènes de leur territoire. "Nous voulons vivre selon nos traditions", explique Teofilo Gaspar, un Kuna de 33 ans qui a participé à cette expulsion. Les siens ont décidé de recourir à la force après avoir passé près de deux ans à solliciter l'intervention du gouvernement panaméen, sans résultat.

Les Kunas sont un des peuples indigènes les mieux organisés d'Amérique et ils ont développé un niveau d'autonomie impressionnant. Ils ont lutté pour conserver leur culture et protéger leur territoire. Ils disposent d'un système démocratique autochtone et beaucoup d'entre eux ont une formation universitaire. La majorité des 70 000 Kunas vit dans les 50 communautés dispersées dans les 365 îles de l'archipel de San Blas, sur la côte nord-est du Panama. Vues d'avions, ces îles, enserrées dans un récif de corail, semblent des bijoux : certaines, émeraudes de végétation exubérante, d'autres ambrées par les toits de chaume, toutes entourées d'une mer de turquoise. Les terres situées sur le continent sont une mosaïque de nuances de vert, avec les plantations de cocotiers, de yuccas, de bananiers, de maïs et la forêt vierge qui recouvre les coteaux de la cordillère de San Blas. Les îles et la terre ferme du versant nord de la cordillère forment la région de Kuna Yala, terre de Kunas, un département autonome de 320 600 hectares appartenant aux indigènes qui l'administrent.

Selon son extension, chaque communauté a un ou plusieurs chefs, appelés *sahilas*, choisis par le peuple en fonction de leur connaissance de l'histoire et de la culture kunas ainsi que de leur aptitude à diriger. Les *sahilas* se réunissent tous les six mois en congrès. Là, ils définissent la politique de leur région, tant sur le plan intérieur que dans ses relations avec le gouvernement de Panama. "Notre région est engagée dans une série de luttes, explique le secrétaire général du congrès, Gilberto Solano; c'est grâce à elles que nous avons arraché des victoires et cela nous incite à continuer à nous battre".

Les habitants de Kuna Yala contrôlent légalement leur territoire traditionnel des îles et du versant nord de la cordillère de San Blas. Mais quelques 4 000 Kunas vivent dans une région située au sud de la cordillère, appelée Madugandi. Ils ont souffert de la colonisation et de l'exploitation de leurs terres par des gens venus d'ailleurs. Peu nombreux et moins organisés que les autres, ils ne sont pas parvenus à établir le contrôle sur leurs terres traditionnelles. Pour mettre fin à ces problèmes, ils demandent la création d'une région autonome de Madugandi, qui couvrirait 180 000 hectares du département de Panama, entre la

route panaméricaine et la région de Kuna Yala. Le projet a été déposé au Parlement.

Selon Nestor Gonzalez, le *sahila* d'Ibedi, la création de cette nouvelle région est vitale pour son peuple. Il se plaint de ce que les compagnies qui exploitent le bois volent les arbres de cette zone et que les non-indigènes y chassent le gibier. Il redoute que les colons affluent et que les conflits éclatent, si la région de Madugandi n'est pas restituée. *"Nous avons déjà dit que nous ne céderons pas un pouce de terre aux colons, déclare-t-il; nous sommes les maîtres de cette terre; cela fait 500 ans qu'elle nous appartient et qu'il n'y a personne d'autre ici. On nous a beaucoup volé mais nous allons nous battre pour ce qui nous reste"*. La majorité des familles expulsées durant la Semaine sainte avaient colonisé des terres kunas, profitant du vide de pouvoir provoqué par l'invasion des Etats-Unis en 1989. Les gouvernements précédents avaient toujours répondu lorsque les Kunas réclamaient l'expulsion de colons, mais le nouveau gouvernement n'avait pas manifesté sa volonté d'intervenir à Madugandi. Ce n'est que lorsque les Kunas ont menacé d'avoir recours à la violence que le gouvernement a déplacé les colons vers des terres appartenant à l'Etat, hors du territoire kuna. Les Kunas ont permis aux colons d'emmener leurs biens mais ils ont ensuite brûlé tout ce qu'il restait pour qu'ils ne puissent pas revenir. *"Les indiens voulaient la guerre"*, commente une des femmes expulsées.

Avant les années 70, la majorité des Kunas de Madugandi vivaient dans la vallée du Rio Bayano, déclarée réserve indigène en 1934. Mais en 1976, une grande partie de cette vallée a été inondée pour les besoins d'un projet hydro-électrique. 80 % de la réserve ont été engloutis sous les eaux. *"Une grande partie de nos terres ont été inondées et beaucoup de celles qui restaient n'étaient plus aptes à l'agriculture"*, constate N. Gonzalez, qui ajoute que les Kunas ont été à peine indemnisés pour ces pertes. En plus, à Ibedi, son village, l'électricité n'a même pas été installée. A cause du projet hydro-électrique, le gouvernement a dû déplacer plusieurs communautés comme Ibedi vers des terres plus hautes, près de la panaméricaine. La route a facilité l'accès de paysans non-indigènes aux terres kunas qu'ils sont venus déboiser et coloniser. Auparavant, il y avait beaucoup de forêts dans la zone d'Ibedi, où les gens chassaient pour se procurer de la viande. Mais aujourd'hui, il faut marcher pendant des heures pour trouver un bois à gibier. *"Le problème le plus grave est la destruction des forêts"*, selon Atencio Lopez, dirigeant de l'association *Kunas unis pour Nabguana*. Il explique que les techniques agricoles indigènes n'entraînent pas le déboisement; les terres sont mises en jachère après plusieurs récoltes alors que les non-indigènes les transforment en pâturages, ce qui entraîne l'érosion des sols où rien ne pousse plus.

Les traditions écologistes des Kunas leur ont permis d'avoir beaucoup d'alliés parmi les Panaméens. Mais, selon A. Lopez, certains secteurs s'opposent à la création d'une région autonome, entre autres les exploitants de bois, les éleveurs et les latifundistes qui ont beaucoup d'amis à l'Assemblée nationale. *"Aucun gouvernement n'a de solution pour nous"*, observe A. Lopez. Il considère qu'il n'y a pas de volonté politique pour que soit approuvée la loi sur la nouvelle région autonome. Mais les Kunas sont décidés à poursuivre leur lutte. *"Les députés com-*

prendront ainsi que les indigènes ne sont pas si pacifiques et qu'il vaut mieux leur donner satisfaction pour éviter les problèmes", conclut A. Lopez. -(ANN/Pensamiento Propio)

EN BREF

RRECONTRA. Les affrontements entre les recontras et l'armée ont fait de nombreuses victimes au cours des deux dernières semaines : 8 morts, dont 4 recontras dans la région d'Esteli et Condega le 18 janvier, 9 morts dans les régions de Jinotega, Nueva Segovia et Rancho Grande le 20 janvier. Les recontras répondent à l'offensive de l'armée par une augmentation du nombre d'assassinats et d'enlèvements de paysans : 3 agriculteurs ont été assassinés près de Waslala, où les recontras menacent en permanence le personnel de l'hôpital, ce qui a déjà provoqué le départ de plusieurs travailleurs et empêche de mettre en place les mesures de lutte contre le choléra; 4 paysans de la même famille ont été tués près de Muelle de los Bueyes, deux autres assassinés près de Rio Blanco. Le gouvernement a rejeté toute négociation mais accepte un dialogue.

MAIGRE. Les négociations entre le gouvernement et le syndicat de la Santé FETSALUD se sont soldées par l'octroi d'une prime mensuelle de 125 cordobas (environ 20 dollars) pour tous. Les travailleurs de la Santé réclamaient entre autres une augmentation équivalente à 60 dollars et beaucoup ont jugé trop maigre le résultat des négociations, après une grève de plusieurs semaines. Le gouvernement s'est engagé -comme d'habitude- à maintenir l'emploi dans ce secteur, à respecter les conventions collectives et à réapprovisionner les hôpitaux en médicaments. En attendant, la pénurie y règne mais le ministère a trouvé une bonne idée. Il a lancé dans les médias une campagne sur le thème : *"Un sourire est parfois plus efficace qu'un médicament"*. De l'avis général, les deux, ce serait pas mal.

600 TRAVAILLEURS de l'ex-entreprise publique de transport ENABUS sont devenus propriétaires d'une part de la société. La coopérative a pris le nom du syndicat Parrales Vallejos et ses membres ont décidé de sauvegarder l'emploi et les avantages sociaux grâce à une gestion stricte de l'entreprise.

PORCHERIE PARLEMENTAIRE : la première session ordinaire de l'Assemblée s'est terminée par le retrait des députés UNO de la ligne dure. Ils sont sortis aux cris de *"Mort au gouvernement Lacayo-Chamorro-somoziste"*, après que la conservatrice Miriam Argüello, très excitée, ait traité le Parlement de *"porcherie somoziste"*. *"Horrible et douloureuse auto-critique"*, écrit *El Nuevo Diario*. Ce retrait n'a pas rompu le quorum.

CORRUPTION A L'ASSEMBLEE ? Le nouveau président de l'Assemblée, Gustavo Tablada, a annoncé que c'est une entreprise internationale de contrôle financier qui révisera les comptes du parlement en 92. Il semble en effet que des irrégularités aient été commises. Curieusement, il ne fait pas appel au

Contrôleur Guillermo Potoy, dont c'est normalement la fonction, peut-être à cause de son appartenance au même parti que l'ancien président du Parlement Alfredo César.

QUAND J'ENTENDS LE MOT CULTURE... La destruction systématique des oeuvres d'art liées à la décennie sandiniste continue. Une fresque du peintre Perez de la Rocha a été mise en pièces et a servi de matériel de construction pour restaurer les ruines du Grand Hôtel. Comme d'habitude, personne n'avait donné l'ordre de la détruire. Dans le même esprit, le maire de Managua a fait rebaptiser les marchés de la capitale qui portaient le nom de héros de la révolution : Roberto Huembes, Ivan Montenegro, Israel Lewites, Oscar Perez Cassar. Des panneaux posés par la mairie les désignent aujourd'hui par le nom qu'ils portaient sous Somoza.

LES ONG sont en colère : un décret élimine les exonérations d'impôts et de taxes douanières dont elles bénéficiaient jusqu'à pour mener à bien des programmes destinés dans leur majeure partie aux plus pauvres. Le gouvernement fait la sourde oreille à leurs protestations.

POLLUTION. Les malformations en série chez les bébés nés à l'hôpital d'Esteli seraient dues, selon l'ex-ministre de la santé Salmeron, à l'action des produits chimiques utilisés massivement dans l'agriculture. La nappe phréatique de la région serait largement contaminée par le mercure, le plomb et le chlore.

ANTONIO IBARRA FAIT LA BOMBE A COCHABAMBA. L'ancien vice-ministre de la présidence, en fuite depuis la découverte en 1992 de ses malversations, vit à Cochabamba, en Bolivie. La justice va demander son extradition, qui risque de ne pas être acceptée en l'absence de traité entre les deux pays.

QUELLE SURPRISE ! Les enquêteurs de l'*Irangate* ont entre les mains un document qui prouve que George Bush avait demandé la collaboration de l'ancien président du Honduras José Azcona dans l'approvisionnement en armes de la contrainicaraguayenne. Ce document, sur lequel G. Bush avait été interrogé en 1988, est resté secret jusqu'au départ de celui-ci de la Maison Blanche.

QUEL HONNEUR? Sale quart d'heure pour le très évangéliste président guatémaltèque Serrano, filmé par la chaîne étatsunienne *Univision* alors qu'il profitait d'un voyage aux Etats-Unis pour se changer les idées dans une boîte de strip-tease. Il demandera des dommages et intérêts à *Univision* pour ce qu'il considère comme une atteinte à son honneur.

LA POLITIQUE RACISTE de Bush vis-à-vis des réfugiés haïtiens sera poursuivie par Clinton, qui a annoncé qu'il ne leur permettrait pas d'accoster aux Etats-Unis pour y demander l'asile. -(ANN)

ABONNEMENTS : 458 F (Comités 900 F; Institutions 1 300 F)
Chèques à l'ordre de : ANN, 15 rue Muller 75018 PARIS
Pour la Suisse : 124 CHF (Comités 265 CHF; Institutions
370 CHF) sur le compte 80-19853-7 Zurich.
Un paiement semestriel est possible.
Rédaction au Nicaragua : Michèle Faure et Frédérique Perrin
Tel : 505 2 668875 Fax: 505 2 668870